



La Gazette du Congrès de Washington The Washington Congress Gazette

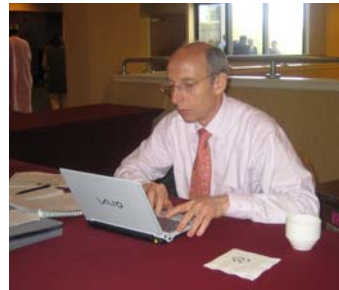
« L’huissier de justice, le meilleur rempart contre la corruption »

Dans ce numéro :

Harmonisation	2
Harmonization	3
Interventions	4
Interventions	5
Film	6
Movie	7
L’exécution	8
Enforcement	9
L’avis des présidents	10
Presidential ideas	11
Sacrées soirées	12
Great parties	13
L’équipe /The dream team	14

Pour Bernard Menut, rapporteur général du congrès, « les enjeux de ce 19^e congrès, sont primordiaux : la reconnaissance mondiale du rôle de l’huissier de justice à la fois dans les éléments de preuve, l’information des parties, les mesures conservatoires et l’exécution.

Grâce à l’idée proposée du code mondial de l’exécution, nous allons



poser les fondements de règles communes, dans l’ensemble de ces matières.

La mise en œuvre d’un

code de cette nature est destinée à lutter contre la corruption, sous toutes ses formes. L’huissier de justice, à statut indépendant, tel que nous le concevons dans le code mondial de l’exécution, est le meilleur rempart contre ce mal endémique, a conclu Bernard Menut.

« Judicial officer, the best protection against corruption » said Bernard Menut, general reporter of the congress

“The stakes of this 19th congress, are of primary importance: world recognition of the role of the judicial officer at the same time in the elements of proof, information of the parties, academic measures and the enforcement

Thanks to the idea sug-

gested of the world code of enforcement, we will set the basis of common rules, in all these matters.

The implementation of a code of this nature, is intended to fight against corruption, in all its forms. The judicial officer, with independent

statute, such as we conceive it in the world code of enforcement, is the best rampart against this endemic evil, concluded Bernard Menut.

L'harmonisation des procédures d'exécution dans un espace de justice sans frontières

Animée par Roger Dujardin, la conférence débute par le rapport introductif exposé par le président Jacques Isnard :

Le président de l'Union est revenu sur la volonté des Etats, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de se regrouper autour de trois concepts : l'économie, la paix et la protection des droits de l'homme, oubliant trop longtemps les conséquences juridiques. « *La mondialisation est un concept iconoclaste sacralisé par le monde des finances* » s'est-il exclamé, bien que quelques pistes de réflexion aient été menées, dans le sens de l'harmonisation.

Poursuivant, « *l'exécution n'est plus un mythe* » a surenchéri Jacques Isnard. Mais peut-on réellement parler de droit de l'exécution ou de droit à l'exécution ?

La Cour européenne des droits de l'homme a consacré ce droit dans un arrêt du 19 mars 1997, laissant cependant ouverte

la question de l'autonomie d'un droit européen de l'exécution, question posée lors du colloque de l'UIHJ, en 2002 à Paris.

A cet égard, le traité de l'Ohada est une réussite : 16 pays de l'Afrique de l'Ouest ont adopté une unicité de monnaie, de droit juridique, de système judiciaire. C'est un cas unique dans le monde.

Faut-il faire pour autant un constat de carence, s'est demandé le président ?

Non, les professionnels du droit, et en premier lieu l'UIHJ, ont pris des initiatives et les colloques internationaux de la profession ont depuis longtemps démontré qu'il ne peut y avoir de terrain propice aux affaires sans sécurité juridique. Il a relevé l'implication du Conseil de l'Europe avec la création de la Commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ), la régulation de la CJCE, le rôle moteur d'Unidroit et de l'American Law Institute, notamment avec les travaux sur la création d'un livret transnational de procédure civile. Sans oublier le rôle essentiel mené par les professionnels dans le processus d'harmonisation de la procédure d'exé-

cution : un rôle très actif dans la zone Ohada avec les séminaires de formation dispensés par l'Ecole nationale de procédure française, dénonçant « l'huissier de justice protéiforme ».

Le constat demeure : « *là où l'huissier de justice n'existe pas, il n'y a pas de sécurité juridique* » a ajouté le président de l'UIHJ, « *alors que s'instaure une justice privée, facteur d'insécurité* ».

Afin d'arriver à une harmonisation, les accords ou traités internationaux, l'instauration d'un code international préconisé par Unidroit, la réforme de l'exequatur en Europe ou le Code judiciaire européen sont autant de démarches positives.

En conclusion, Jacques Isnard a exposé qu'un droit de l'exécution, voulu et efficace, nécessite une volonté économique, une action des juristes et des professionnels, soit une somme de volontés...

« L'UIHJ a démontré qu'il ne peut y avoir de terrain propice aux affaires sans sécurité juridique »

Sont présents à la tribune : Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ, Kraisor Baraméeauyachay, sous-secrétaire d'Etat à la justice thaïlandais, Aida Kemelmajer de Carlucci, juge à la Cour suprême de Mendoza, membre de l'American Law Institute, Pim Albers, conseiller spécial de la CEPEJ, Conseil de l'Europe, Mark Neal, assistant United States Trustee, Department of Justice, L. Bluestone, Attorney, Christophe Bernasconi, premier secrétaire de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Harmonization of the procedures in a area of justice with no boundaries

Chaired by Roger Dujardin, the conference began with the introductory report exposed by president Jacques Isnard:

The president of the UIHJ reconsidered the will of the States, at the term of the Second World War, to gather around three concepts: economy, peace and protection of human rights, but forgetting for too long period the legal consequences.

“Globalization is an iconoclast concept sacralized by the financial world”, he exclaimed, although some tracks of reflection were carried out in the direction of harmonization.

President Isnard carried on: *“Enforcement is no longer a myth, but can one really talk about the right of enforcement or the right to enforcement?”* »

The European Court of Human rights sanctioned this right in a case in March 19, 1997, leaving however open the question of the autonomy of a European

right of enforcement, which question was asked at the time of a conference of the UIHJ, in 2002 in Paris.

In this respect, the Ohada treaty is a success: 16 countries of West Africa, adopted a unicity of currency, legal right, and legal system. This is unique in the world.

« Is it necessary to make a report of deficiency » enquired the president?

No. The law professionals and initially the UIHJ took initiatives and international conferences organized by the profession have shown since a long time that there cannot be favorable grounds for businesses, without legal security. He raised the implication of the Council of Europe with the creation of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ), the regulation of the European Court of Justice, the driving role of Unidroit and the American Law Institute, in particular with the work on the creation of a transnational booklet of civil procedure. Without forgetting the essential role carried out by the professionals in the process of harmonization of the enforcement

procedures: a very active role in the Ohada zone with training seminars proposed by the French National School of Procedure denouncing “the protean judicial officer”.

The statement remains: “where the judicial officer does not exist, there is no legal safety” he added, “whereas is established a private justice, factor of insecurity”.

In order to achieve harmonization, international agreements or treaties, the introduction of an international code recommended by Unidroit, the reform of the exequatur in Europe or the European legal code, are as many positive steps.

In conclusion, Mr. Isnard stated that a right of the enforcement, requested and effective, requires an economic will, and an action from the lawyers and the professionals: the sum of the wills...

« UIHJ showed there cannot be favorable grounds for businesses, without legal safety »

The participants are : Roger Dujardin, vice-president of UIHJ, Honoré Aggrey, permanent secretary of UIHJ, Kraisorn Baramaeauychay, vice-secretary at the ministry of justice of Thailand, Aida Kemelmajer de Carlucci, judge at the Supreme court of Mendoza, member of the American Law Institute, Pim Albers, special advisor at the CEPEJ, Council of Europe, Mark Neal, assistant United States Trustee, Department of justice, L.Bluestone, attorney, Christophe Bernasconi, First Secretary of The Hague Conference on private international law.

L'harmonisation des procédures d'exécution dans un espace de justice sans frontière (interventions)

Honoré Aggrey : bilan de dix ans d'application du Traité de l'OHADA

Avec l'adoption du traité de l'OHADA le 18/09/1995, on peut raisonnablement penser que l'Afrique peut apporter sa pierre à l'harmonisation.

Après dix ans d'application des dix actes uniformes, on peut dire qu'ils ont contribué à la sécurité de l'environnement judiciaire des entreprises en Afrique.

L'acte uniforme sur l'exécution s'est appliqué de manière progressive, en renforçant le rôle des huissiers de justice. La création de nouvelles formes de saisies comme celles des droits incorporels avec la saisie des droits d'associés, des valeurs mobilières et des comptes bancaires ou des saisies mobilières telles que la saisie des véhicules terrestre à moteur, sont autant d'outils d'exécution efficaces.

Gageons que les huissiers de justice de la zone Ohada seront les premiers professionnels de l'espace judiciaire à proposer des réformes au Conseil des ministres de l'Ohada.

Kraisorn Barameeauychay : l'harmonisation des procédures en Thaïlande

Dans notre pays nous utilisons le même code de procédure civile depuis 1945.

D'après celui-ci, après le jugement, c'est le juge qui doit donner l'ordre d'exécuter à l'huissier de justice thaïlandais, qui est fonctionnaire.

Il y a trois catégories d'huissiers de justice :

-ceux en charge des ventes mobilières et immobilières

-ceux en charge des procédures collectives

-ceux en charge de l'exécution
Enfin si l'exécution n'est pas possible sur les biens, elle sera reportée sur la personne du débiteur. En 1997, la croissance économique s'est accélérée en Thaïlande, et avec elle le nombre des conflits.

Nous avons alors décidé d'ouvrir la profession d'huissier de justice aux personnes privées.

Certes nous nous sommes heurtés à la réticence du public, mais je suis persuadé que c'est la meilleure solution pour l'efficacité de l'exécution.

Nous sommes curieux de comprendre ce qui se passe dans les autres pays et c'est ce que nous attendons de ce congrès.

Aida Kemelmajer de Carlucci : peut-on envisager la création d'un espace de justice dans l'espace Mercosur ?

Les pays fondateurs de l'espace Mercosur sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Les autres pays de l'Amérique du Sud sont seulement associés.

Le traité fondateur a été signé en 1991 et assignait simplement l'obligation d'adopter une solution commune des conflits avant le 31/12/1994.

Le 17/12/1999, le protocole de Brasilia créa le tribunal des conflits *ad hoc* ; puis en 1995, le protocole de Ouro Preto modifia la structure institutionnelle de Mercosur et régla les mesures provisoires.

Enfin le dernier pas fut franchi en 2002 avec le protocole d'Olivos qui consacra dans son premier article la possibilité de recourir au « forum shopping », le choix devant se situer avant

l'ouverture des négociations.

Il prévoit la possibilité de se diriger vers des mécanismes simplifiés pour des questions purement techniques.

Si le tribunal *ad hoc* a peu de résultats quantitatifs, ses résultats qualitatifs sont remarquables et permettent donc de constater les effets directs des mesures de Mercosur.

On peut citer une célèbre décision de 2002 qui a enjoint aux pays membres de ne pas édicter de règles de droit contraires aux règles communautaires et qui a fixé les délais d'exécution des décisions (le délai raisonnable étant suppléatif du délai fixé par la décision elle-même).

Les grands principes de Mercosur sont donc l'acceptation de l'arbitrage et l'accomplissement de la décision par celui qui s'y soumet.

Le Mercosur reflète les pays qui le composent avec leurs limites et leurs capacités, mais il est nécessaire au développement de leur potentiel .

Pim Albers : l'action de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice

M. Albers rappelle l'importance de l'exécution du jugement dans un délai « raisonnable ».

Il salue l'action de l'UIHJ qui participe activement aux travaux de la Commission qu'il préside en remerciant MM. Menut et Netten.

Il insiste sur les problèmes soulevés par l'inexécution des décisions de justice dans les Etats membres.

.../...

Des expériences récentes !

Harmonization of the procedures in an area of justice with no boundaries (interventions)

Honoré Aggrey : ten years of implementation of the OHA-DA Treaty

With the adoption of the Ohada treaty on 18/09/1995, one can reasonably think that Africa can add its contribution to the harmonization.

After ten years of application of the ten uniform acts, one can say that they contributed to the safety of the legal environment of the companies in Africa.

The uniform act on enforcement applied in a progressive way, by reinforcing the role of the judicial officers. The creation of new forms of seizures like those of intangible goods with the seizure of the rights of associates, the transferable securities and bank accounts or the seizures of personal property such as the terrestrial seizure of motor vehicles are as many effective tools for execution.

We think that the judicial officers of the Ohada zone will be the first professionals of the legal area to propose reforms at the Council of Ministers of Ohada.

Kraisorn Barameeauyachay : Harmonization of the procedures in Thailand

In our country we have been using the same civil procedure code since 1945.

According to the latter, after judgment it is up to the judge to give the judicial officer the order to carry out, the latter being a civil servant in Thailand.

There are three categories of judicial officers:

- those who are in charge of auctions of personal property and real estate

- those who are in charge of collective procedures and bankruptcy,

- those who are in charge of enforcement

Finally if enforcement is not possible on goods it is deferred on the person of the debtor.

In 1997, the economic growth accelerated in Thailand and with it the number of conflicts.

We then decided to open the profession of judicial officers to private people.

Obviously we ran up against the reluctance of many persons but I am persuaded that it is the best solution for the effectiveness of enforcement.

We are curious to understand what is occurring in other countries and that is what we are waiting from this congress.

Aïda Kemelmajer of Carlucci : can one consider the creation of a space of justice in the Mercosur area ?

The founding countries of the Mercosur area are Brazil, Argentina, Paraguay and Uruguay. The other South American countries are only associated.

The Founder Treaty was signed in 1991 and simply assigned the obligation to adopt a common solution to the conflicts before 31/12/1994.

On 17/12/1991, the Protocol of Brasilia created the Court of the *ad hoc* conflicts; then in 1995, the Protocol of Ouro Preto modified the institutional structure of Mercosur and regulated the provisional measures.

Finally the last step was crossed in 2002 with the protocol of Olivos which consecrated in its first article the possibility of resorting to the "forum

shopping", the choice having to be made before the opening of the negotiations.

It envisages the possibility of moving towards simplified mechanisms for purely technical questions.

If the *ad hoc* court has few quantitative results, its qualitative results are remarkable and thus make it possible to note the direct effects of measurements of Mercosur.

One can quote a famous decision of 2002 which has enjoined the Member States not to enact contrary to legal provisions to the Community rules and which fixed the completion periods of the decisions (the reasonable time being a back-up troop of the time allowed by the decision itself).

The great principles of Mercosur are thus the acceptance of the arbitration and the achievement of the decision by that which is subjected to it.

Mercosur reflects the countries which compose it with their limits and their capacities and it is necessary to the development of their potential.

Pim Albers : the action of the European Commission for the Efficiency of justice

Mr Albers points out the importance of the execution of the judgment within a "reasonable" time.

He greets the action of the UIHJ which takes an active part in the work of the Commission that he chairs by thanking Mr. Menut and Mr. Netten.

He insists on the problems raised by the unenforcement of court decisions of in the Member States.

.../...

New
experiences !

L'harmonisation des procédures d'exécution dans un espace de justice sans frontière (interventions)

... Pour tenter de résoudre ces difficultés, la Commission a adressé un questionnaire aux Etats membres pour déterminer quel était leur système d'exécution et le statut des agents d'exécution avec des questions plus précises sur la durée de l'exécution, l'exécution elle-même, le statut des agents d'exécution, la représentation organisationnelle et les coûts de l'exécution.

Les résultats de ce questionnaire seront connus en septembre 2006.

Mark Neal : l'exécution des jugements dans le système américain de la faillite

Aux USA, il y a trois faillites par minute. C'est pourquoi, le Congrès tente d'adopter des normes communes avec l'objectif de trouver un équilibre en ce qui concerne la protection des débiteurs et des créanciers.

La législation prévoit 4 systèmes de faillite :

- Liquidation des entreprises
- Redressement réservé aux grosses entreprises
- Faillite des particuliers

- Faillite transfrontalière

Dans chacun de ces systèmes, il existe le principe de la suspension des poursuites ainsi que celui de l'égalité des créanciers.

Un état du patrimoine (actif / passif) est dressé par un syndic, professionnel privé qui procède à la vente des actifs.

Les dettes garanties ne peuvent être effacées.

En pratique, force est de constater que le taux de recouvrement reste très faible.

L. Bluestone : l'exécution des jugements étrangers aux Etats-Unis

Pour être exécutoire aux Etats-Unis, un jugement étranger doit :

- être définitif
- être exécutoire dans le pays d'origine
- avoir été significatif

Se pose un problème important, celui des jugements par défaut qui ne peuvent être reconnus dans la majorité des Etats américains. Il faut alors faire un nouveau procès sur place, mais cette

solution n'est pas satisfaisante car elle décourage souvent les demandeurs.

Christophe Bernasconi : la contribution de la Conférence de La Haye de droit international privé en matière de coopération judiciaire internationale en particulier la récente convention sur les clauses d'élection du for

Le traité international par essence ne peut pas être contraignant et ne donne donc pas lieu à harmonisation.

La Conférence de la Haye ne traite pas directement de l'exécution mais elle y participe par le biais de toutes les conventions et notamment celle concernant les notifications et les significations.

Un projet de convention sur les clauses d'élection du for, convention au demeurant fort complexe et qui s'inscrit en marge du concept traditionnel de l'exécution, est actuellement à l'étude.

Aux USA,
il y a trois faillites
par minute

De la justice traditionnelle au réseau

Au programme de cette deuxième journée, une séance audiovisuelle présentant un film réalisé par notre confrère René Duperray : « *De la justice traditionnelle au réseau* ».

Cette réalisation en quatre parties nous montre diverses étapes de la procédure à travers les continents.

Au Burkina Faso pour commencer, où nous assistons à une audience de justice traditionnelle présidée par



le « *Mogho Naba* », empereur des Mosse, ou son délégataire.

Toujours sur le continent africain, nous nous transportons dans le sud algérien, à Gardhaia où nous parta-

geons une journée avec un confrère.

Changement de cap et direction vers l'Est, à Bangkok, en Thaïlande, pour vivre en direct une vente aux enchères immobilières au moyen d'outils technologiques les plus modernes.

Demi-tour pour l'Europe, aux Pays-Bas. La visite de cet office hors norme (5 000 m², 150 employés), nous révèle ce que pourrait devenir la profession d'huissier de justice dans un proche avenir, concrétisé par l'appartenance à des réseaux.

Harmonization of the procedures in an area of justice with no boundaries (interventions)

... To try to solve these problems, the Commission addressed a questionnaire to the Member States to determine which was their system of enforcement and the status of the enforcement agents, with more precise questions about enforcement time, enforcement itself, the status of enforcement agents, the organisational representation and costs of the execution.

The results of this questionnaire will be published in September 2006.

Mark Neal : enforcement of judgments in the American system of bankruptcy

In the USA, there are three bankruptcies per minute. This is why the Congress tries to adopt common standards with the objective to strike a balance with regard to the protection of the debtors and the creditors.

The legislation envisages four systems of bankruptcy:

- Liquidation of the companies
- procedures reserved for large companies
- Bankruptcy of the private

individuals

- Transborder Bankruptcy

In each one of these systems, there is a principle of the suspension of enforcement procedures like the principle of equality between the creditors; A report on the patrimony (active / passive) is drawn up by a trustee, who is a private professional in charge of the sale of the assets. The guaranteed debts cannot be erased.

In practice, we realize that the rate of recovery remains very weak.

L. Blestone : enforcement of foreign judgments in the United States

To be enforced in the United States, a foreign judgment must:

- be final
- be enforceable in the country of origin
- have been served to the debtor
- relate to the civil and commercial matters.

At the same time, the rights of defense must be respected

An important matters arises, that of the judgment by defaults which cannot be recognized in the majority of the American states. A new lawsuit should then be made on the spot but this solution is not satisfactory because it often discourages the applicants.

Christophe Bernasconi : The contribution of the Hague Conference on Private International Law as regards international legal co-operation, in particular the recent Convention on Choice of Court Agreements

By essence, the international treaty cannot be restricting and thus does not give place to harmonization.

The Hague Conference does not treat execution directly but it takes part in it by the means of all conventions and in particular those concerning the service of documents.

A draft convention on choice of Court Agreements, an extremely complex convention which is registered in margin of the traditional concept of enforcement, is currently being studied.

In the USA,
there are three
bankruptcies per
minute

From traditional justice to networks

With the program of this second day, an audio-visual meeting presented a film, carried out by our colleague René Duperray: *"From traditional justice to network"*. This movie in four parts showed us various stages of the procedure all over the continents.

For a start, in Burkina Faso, where we attend an audience of traditional justice chaired by *"Mogho Naba"*,

Emperor of Mosse, or his delegate. Staying on the African continent, we are transported to the south of Algeria, in Gardhaia, where we share one day with a fellow-member. Later, total change of direction towards the East, towards Bangkok in Thailand, to attend a live auction sale of immovable goods by means of the most modern technological tools. Half-turn towards Europe, to the Netherlands. The visit of this extraordinary office (5 000 square meters, 150 employees) reveals us what could become a judicial officer's job in the near future concretized by the membership of networks.

L'exécution

Dirigé par Marc Schmitz, avec à ses côtés O. Phoolthanang (Thaïlande), E. Kogla Bata-mak (Cameroun), Elin Vi-lippus (Estonie), Hans Eckard Gallo (Allemagne), cet atelier devait traiter de l'exécution au travers des continents.

« Le meilleur jugement rendu par le meilleur juge, n'a aucune valeur s'il n'est pas exécuté de façon efficace » a affirmé Marc Schmitz.

Dans le cheminement du processus d'exécution, de nombreux écueils surviennent. Le rapporteur du troisième atelier a choisi d'en sélectionner cinq qui vont être abordés par les intervenants.

« De nombreux écueils surviennent dans le processus de l'exécution »

- sur l'exécution limitée dans le temps, il a été posé la question : *Êtes-vous autorisé à recevoir le paiement échelonné, avez-vous un délai pour clôturer les dossiers ?*

En **Thaïlande**, après la décision du juge, il existe une limite de dix ans pour lancer les mesures d'exécution.

En **Allemagne**, le paiement échelonné est limité à 6 mois, la date peut-être reportée à 12 mois avec l'accord du créancier.

En **Estonie**, le code ne fixe pas de délais dans le temps

Au **Cameroun**, aucune disposition n'est prévue, l'huissier de justice accorde les moratoires.

- sur la protection du débiteur et la proportion-

nalité des frais, les intervenants ont été amenés à apporter leur témoignage ainsi qu'à répondre à la question de savoir *si la saisie est considérée comme un moyen de pression ou de réalisation, dans leur pays respectifs.*

Au **Cameroun**, les frais sont avancés par le créancier, la saisie est un moyen de pression et de réalisation sous la responsabilité de l'huissier de justice.

En **Thaïlande**, l'objectif est de vendre mais la saisie reste plutôt un moyen de pression.

En **Estonie**, on ne peut pas vendre les biens saisis s'il n'y a pas de proportionnalité, donc la saisie est un moyen de pression.

- sur la relation des huissiers de justice et des forces de l'ordre, *le concours est-il rapide notamment dans le cadre de l'ouverture des portes ?*

En **Estonie**, l'huissier de justice peut ouvrir les portes, avec l'autorisation du tribunal et le concours de la force publique.

En **Allemagne**, l'huissier de justice est seul responsable de l'exécution.

En **Thaïlande**, l'huissier de justice est responsable de la saisie et demande directement le concours de la force publique.

Au **Cameroun**, l'huissier de justice demande, en cas de besoin, l'assistance de la force publique, laquelle est trop souvent, longue à obte-

nir.

- sur *l'accès à une base de données concernant le patrimoine du débiteur ou son adresse*

En **Allemagne**, les débiteurs doivent faire des déclarations obligatoires sous serment.

En **Estonie**, l'huissier de justice a accès au registre de la population et surtout celui du fisc, le tribunal peut obliger le débiteur à déclarer sous serment.

En **Thaïlande**, le créancier donne les renseignements sur le débiteur à l'huissier de justice.

Au **Cameroun**, il n'y pas d'obligation qui pèse sur le débiteur, le créancier fait des recherches.

- sur *le rôle de l'huissier dans le cadre de la distribution du produit de la vente ou des fonds saisis et le concours des créanciers*

Au **Cameroun**, il faut tenir compte de la situation du débiteur et du concours entre créanciers.

En **Thaïlande**, la répartition est reçue par priorité pour les créanciers hypothécaires.

En **Estonie**, il n'existe pas de concours de saisie, une réforme est en cours.

En **Allemagne**, les frais de l'huissier de justice sont prioritaires, le produit de la vente est réparti suivant l'ordre des créanciers.

Pour terminer, la parole a été donnée à l'assistance.

Enforcement

Chaired by Marc Schmitz with at his sides : O. Phoolthanang (Thailand), E. Kogla Batamak (Cameroun), Elin Vilippus (Estonia), Hans Eckard Gallo (Germany), this workshop was to talk about enforcement throughout the world.

“The best judgment given by the best judge, does not have any value if it is not carried out in an effective way” said Marc Schmitz.

On the way to the enforcement process, many obstacles occur, the chairman decided to select five of them which will be approached by the reporters

- about the execution limited in time, a question was asked: *are you authorized to receive the payment by instalments, have you got a delay to enclose the files?*

In **Thailand**, after the judge’s decision, there is a ten years limit to launch enforcement measures.

In **Germany**, the payment by instalments is limited to 6 months. The date may be deferred to 12 months with the creditor’s agreement.

In **Estonia**, the code does not fix any limits in time.

In **Cameroon**, no provision is envisaged, the judicial officer grants them instalments.

- on the protection of the debtor and the proportionality of expenses,

the reporters were brought to bear witness as to answer the question of *knowing if the seizure is regarded as a means of pressure or fulfilment in their respective country*.

In **Cameroon**, expenses are advanced by the creditor, seizure is a means of pressure and fulfilment under the responsibility of the judicial officer.

In **Thailand**, the objective is to sell but seizures are rather a means of pressure.

In **Estonia**, one cannot sell the seized goods if there is no proportionality, therefore seizure is a means of pressure

- as regards the relations between the police force and the judicial officers, *is their assistance fast in particular within the framework of doors opening?*

In **Estonia**, the judicial officer can open the doors, with the authorization of the court and the assistance of the police force.

In **Germany**, the judicial officer is the only person responsible for enforcement.

In **Thailand**, the judicial officer is responsible for the seizure and directly request the assistance of the police force

In **Cameroon** it is an obligation for the judicial officer to request the assistance of the police force which often takes a long time to

obtain

- about the *access to a data base concerning the inheritance of the debtor or his address*

In **Germany**, the debtors must make obligatory statements under oath.

In **Estonia**, the judicial officer has access to the register of the population and especially to the tax register, the court can oblige the debtor to declare under oath.

In **Thailand**, the creditor gives the information on the debtor to the judicial officer

In **Cameroon**, no obligation weighs on the debtor. The creditor has to make the searches.

- about the *role of the judicial officer in the framework of the distribution of the sale product or the seized funds and the creditors’ assistance?*

In **Cameroon**, it is necessary to take account of the debtor’s situation and of the assistance between creditors

In **Thailand**, the distribution is first received by the secured creditors.

In **Estonia**, there is no seizure assistance, a reform is in progress.

In **Germany**, the judicial officer’s expenses come first, the product of the sale is distributed according to the order of creditors.

The floor was then given to the room.

« Many problems occur in the process of enforcement »

L'avis des présidents

Eliane Oberdeno Présidente de la chambre nationale des huissiers de justice du Gabon

Je peux dire que le XIXe Congrès de Washington est celui de toutes les opportunités. Je reste particulièrement marquée par la sensibilisation faite par le président Isnard, dès l'ouverture des travaux, sur les nouvelles perspectives de la profession d'huissier.



En quittant le Gabon pour les Etats-Unis, j'étais convaincue que les commu-

nications autour de l'avenir de l'Union et de la profession d'huissier allaient créer un déclic sur des réflexions, des projets.

Déjà des réformes sont systématiquement appliquées et suivies parce que les huissiers du monde entier ont l'obligation de suivre le flot de la mondialisation.

Tant mieux si cela part de Washington que nous avons d'ailleurs plaisir à visiter.

Paul Rochard, Président de la chambre nationale des huissiers de justice de France

A l'occasion du XIXe Congrès de l'UIHJ à Washington, le bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice a voulu marquer de son empreinte le sol américain.

Ce rassemblement est l'image de la construction de l'Union d'une profession si proche dans ses volontés et pourtant si différentes dans ses cultures.

Au lendemain de la première journée du congrès, j'applaudis l'efficacité et l'implication des animateurs et des intervenants à tout point de vue.

La soirée Cow-boy était « remarquable »....

Manquer un tel rendez-vous international aurait été interprété comme l'oubli d'une pierre à l'édifice.

Pour tout dire, « l'Union » internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires « fait la force ».

« L'Union »
internationale des
huissiers de justice
et officiers
judiciaires « fait la
force »



Pimonrat Vattana- hathai, juge adjoint à la Cour suprême de Thaïlande

C'est la première fois que

j'assiste à un congrès international et je suis surprise par l'importance du nombre de pays participants.

Ici le problème de la langue n'est pas important car l'amitié et la fraternité passent par les yeux.

Je suis conseiller pour le projet de réforme du code de procédure civile auprès du ministère de la Justice et je suis donc très

intéressée par ce qui se passe dans les autres pays et l'harmonisation des procédures.

La Thaïlande a adhéré à l'UIHJ en 2005 et elle est le premier pays d'Asie à avoir adhéré. C'est pour nous un grand succès et nous espérons que d'autres pays d'Asie nous rejoindront.

Presidential ideas

Interview of Eliane Oberdeno, President of the National chamber of Judicial Officers of Gabon

I can say that the XIXth Congress of Washington is the one of all opportunities. I remain particularly impressed by the sensitizing to

the new prospects for the occupation of judicial officer made by President Isnard, from the opening of work. By leaving Gabon for the United States, I was convinced that the communications around the future of the Union and the occupation of judicial officer were going to create a catch on reflections and projects.

Reforms are already systematically applied and followed because the judicial officers all over the world have to follow the flow of globalization. It is all for the best if it starts from Washington, which is a city we have pleasure to visit.

Interview of Paul Ro-chard, President of the French National chamber of judicial officers



At the time of the XIXth Congress of the UIHJ in Washington, the board of our national chamber wanted to leave its prints on the American soil.

This gathering is the image of the construction of the Union of a so close profession in its wills and yet so different in its cultures.

After the first day of the congress, I applaud the effectiveness and the implication of the organiz-

ers and the speakers in all respects.

The Cowboy evening was "remarkable"....

To miss such an international meeting would have been interpreted as the lack of the cornerstone of a building.

To make a long story short, "it is the international Union" of Judicial Officers and legal officers "that makes the force".

"The International "Union" of judicial officers makes the force".

Pimonrat Vatana-hathai judge associated with the Supreme Court of Thailand

It is the first time that I attend an international congress and I am surprised by the importance of the number of partici-

pating countries.

Here the problem of language is not important because friendship and fraternity go through the eyes.

I am an adviser for the project of reform of the civil procedure code to the ministry of justice and I am thus very inter-

ested in what occurs in other countries and in the harmonization of procedures.

Thailand joined the UIHJ in 2005 and it is the first Asian country to have joined. It is for us a great success and we hope that other countries of Asia will soon join us.

Incroyable : une congressiste polonaise attaquée par une balle de base ball !!

Environ 50 congressistes se sont rendus au Stade de Washington mardi soir. Ils ont pris un vif plaisir à regarder une partie dont ils ne connaissaient pas les règles et à laquelle ils n'ont d'ailleurs rien compris. Comment cela se peut-il ? Ne sont-ils pas des personnes intelligentes et cultivées ? Ils étaient si captivés par le jeu qu'ils n'ont même pas remarqué qu'une jeune congressiste polonaise, Beata Podgowska, de Wroclaw, a été touchée par une

balle de baseball alors qu'elle était tranquillement assise. Le jeu se déroulait-il sur le terrain ou dans les gradins ? On peut se poser la question ! Heureusement, la belle n'a pas été sérieusement blessée.

Finalement le seul plaisir qu'ils ont eu : déguster un de ces énormes et gras hot dog et boire une choppe de bière. Quelle super soirée !!

De soirée en soirée,
les congressistes
s'éclatent

Soirée Western : Chapeau !

Hier soir, plus rien ne différenciait les congressistes car tous avaient revêtu la traditionnelle tenue « western » américaine avec chapeaux et foulards à l'identique.



Les plus aventureux se sont initiés à la country dance (certains avec brio !) sous la houlette d'un professionnel.

Les moins courageux ont côtoyé les délicieux buffets en commentant les exploits de leurs collègues.

C'est à regret qu'il a fallu se séparer tant l'ambiance était chaleureuse mais congrès oblige.

Un président à la mode ... Cow-boy !

A Cow-Boy fashion president



Incredible but true ! A polish judicial officer attacked by a baseball !!

About 50 international Judicial Officers got to Washington Stadium Tuesday evening.

What a great time they had watching a game they knew nothing about and unfortunately didn't understand . How can this happen? They are very intelligent and cultivated people, aren't they? They were so captivated by the game that didn't even notice that a young

polish Judicial Officer, Beata Podgowska from Wroclaw, was hit by a baseball while seated. Was the game taking place on the ground or on the row of seats? One may wonder...

Luckily she wasn't seriously hurt.

Only pleasure they had! Taste one of those enormous and greasy hot-dogs and drink a pint of beer! Great time, indeed!



Night after night
congressmen keep
on having fun

Evening Western: Ride on, Cow-boys !

Yesterday evening nothing could differentiate the congressmen because they were all dressed in the traditional western American way, all wearing identical "western" hats and scarves.

The most adventurous initiated themselves with the country dance (some with brilliance!) under the guidance of a professional.

The least courageous stood near the delicious buffets commenting on the exploits of their colleagues.

It is with regret that they all had to separate so cordial was the atmosphere but....congress obliges.





La Gazette du Congrès a été réalisée par Françoise Andrieux, Dominique Aribaut-Abadie, Carmen Bruno, Rose-Marie Bruno, Mathieu Chardon, Stéphane Gensollen et Anne Kerisit—Rédacteur en chef: Stéphane Gensollen

The Congress Gazette was written by Françoise Andrieux, Dominique Aribaut-Abadie, Rose-Marie Bruno, Mathieu Chardon, Stéphane Gensollen and Anne Kerisit—Editor: Stéphane Gensollen



Tout savoir sur l'UIHJ (2e partie) : L'UIHJ aujourd'hui

L'Union internationale des huissiers de justice compte aujourd'hui 62 membres ou organisations associés par des accords de coopération. Après avoir activement participé à la création de la profession d'huissier de justice à caractère indépendant en Europe centrale et orientale, elle a particulièrement œuvré dans toute l'Afrique pour l'institution d'une profession dotée d'un véritable statut tout en dynamisant le processus.

L'UIHJ est encore active sur le continent américain, notamment aux USA, Amérique du sud dans la zone Caraïbes. Elle multiplie désormais ses échanges avec les pays asiatiques pour les encourager à venir grossir les rangs des organismes déjà membres.

Dans un espace planétaire largement dominé par l'économie, il importe que les juristes remplissent leur rôle en renforçant la présence et le prestige du droit. S'agissant du droit de l'exécution, l'Union internationale entend mettre à profit son expérience et son influence pour assurer l'effectivité de l'exécution des décisions de justice partout où cela sera possible.

All about UIHJ (Part 2): UIHJ today

The International association of judicial officers currently has 62 members or associated organisations via co-operation agreements.

After playing an active role in establishing the profession of the self-employed officer of Court in Central and Eastern Europe, the association has been closely involved throughout Africa and has acted as the driving force in the establishment of judicial officers with a highly regarded professional status.

The Association continues to be active on the American continent, particularly in the USA, South America and the Caribbean. It is also increasing its exchanges with countries in Asia in a bid to encourage them to swell the ranks of those organisations already members.

In a global marketplace dominated to a large extent by economics, judicial officers must fulfill their role by reinforcing the existence and status of the law.

As far as enforcement law is concerned, the Association proposes to employ its experience and influence profitably to ensure that wherever possible, the court decisions are enforced with maximum effectiveness.

**L'équipe de la Gazette a pris plaisir
à rédiger pour vous ces deux numéros - Rendez-vous dans 3 ans !**



**The Gazette team had a great time in preparing these two issues for you !
We will meet again in 3 years !**